

# Des inquiétudes autour de la toute jeune plateforme Parcoursup

Paris, 22 janv. 2018 (AFP) -

Les inscriptions pour les études supérieures se sont ouvertes lundi sur Parcoursup, qui remplace la plateforme APB, très critiquée l'été dernier. Mais le nouveau système, créé en quelques semaines, suscite des inquiétudes, y compris auprès de ses partisans.

Sans surprise, l'Unef, syndicat étudiant, et le Snesup-FSU, premier représentant des enseignants du supérieur, sont les plus virulents contre ce qu'ils appellent une "sélection déguisée": les deux organisations, qui appellent à la mobilisation le 1er février, sont depuis le début fermement opposées aux nouvelles conditions d'accès à l'université décidées par le gouvernement après des semaines de concertation, et traduites dans Parcoursup.

Grande nouveauté, la plateforme détaille des "attendus" (compétences et connaissances requises) avec un cadre national pour chaque filière, et précisés par chaque université en fonction des spécificités de ses formations.

Les "attendus nationaux" laissent place à une interprétation très large au niveau local: certaines universités refusent de mettre en place des critères locaux, tandis que d'autres ont des critères très stricts", déclare Lilà Le Bas, présidente de l'Unef.

Alors que les autorités assurent que chaque bachelier désirant faire des études aura une place à la rentrée 2018, elle "dénonce le décalage entre le discours du gouvernement et la réalité, à savoir une sélection à l'entrée de l'université".

Selon Pierre Chantelot, co-secrétaire national du Snesup, ont été déposées plus d'une vingtaine de motions des personnels d'universités se prononçant contre la mise en place d'"attendus" locaux.

Il avance par ailleurs que nombre d'établissements n'ont ni le temps ni les moyens de mettre en place les parcours d'accompagnement qui doivent être proposés aux candidats les plus fragiles.

C'est un point crucial de la nouvelle loi: les jeunes dont les connaissances et les compétences ne correspondent pas aux "attendus" de la formation choisie (ce qui se traduira par la réponse "oui si" sur Parcoursup) se verront proposer un accompagnement à suivre de manière obligatoire.

- Conseils de classe à la chaîne -

Et sur ce point, la Fage, premier syndicat étudiant, en faveur de la réforme, rejoint les opposants à Parcoursup.

"Les universités ne semblent pas toutes avoir compris l'objectif de ces attendus: identifier les bacheliers en difficulté pour leur proposer des parcours d'accompagnement", estime Jimmy Losfeld, son président.

Il déplore le faible "engouement" des facs dans la mise en place de ces parcours, qui doivent permettre de réduire le taux d'échec en première année de licence (actuellement 60%), et par conséquent les redoublements et le manque de places.

Même si tout ne sera pas parfait pour la rentrée 2018, François Germinet, de la Conférence des présidents d'université (CPU, pro-réforme), se dit "assez optimiste". Les universités vont s'appuyer sur des dispositifs destinés aux étudiants en difficulté déjà existants et jusqu'à présent facultatifs, fait-il valoir.

Si une filière n'a pas de parcours d'accompagnement, elle devra alors répondre "oui" ou "en attente" (pour les filières débordées par les candidats, dites "en tension") mais pas "oui si".

Autre motif d'inquiétude pour la Fage: les critères retenus par les universités pour choisir leurs étudiants, notamment dans les filières très demandées. "Certaines universités ne veulent prendre en compte que les notes au lycée. Or ce n'est pas le seul indicateur de réussite, il faut aussi apprécier la motivation, les progrès, etc."

La FCPE, première fédération de parents d'élèves, redoute, elle, le rôle accru du conseil de classe, qui devra apprécier les vœux des candidats et transmettre son avis sur Parcoursup. "Par manque de temps, ces conseils se déroulent à la chaîne, avec au mieux quelques minutes par élève, des avis très arrêtés et des professeurs loin de l'orientation", souligne Liliana Moyano, sa présidente. "On est très loin d'une instance d'accompagnement pédagogique".

L'Unef, le Snesup-FSU et d'autres organisations appellent à la mobilisation le 1er février, dont les modalités ne



PAYS :France  
SURFACE :99 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 22 janvier 2018 - Edition Fil Gen

sont pas encore définies. Les précédents appels ont été très peu suivis. Mais la présidente de l'Unef dit "voir monter les inquiétudes depuis début janvier".  
fmp/ito/tmo/mm

Afp le 22 janv. 18 à 17 24.